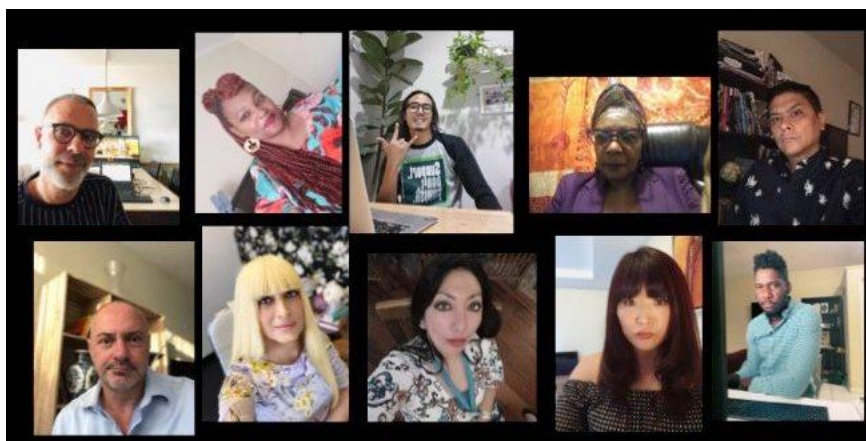
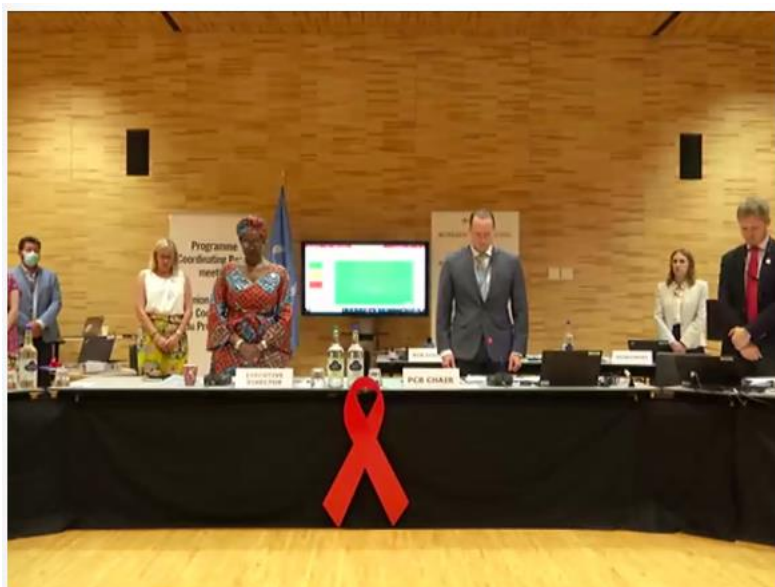


COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG DU CCP 46^E PROGRAMME VIRTUEL RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION



23-25 JUIN 2020

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE	4
ORDRE DU JOUR 1.4: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISATIONS COPARRAINANTES (CCO)	5
ORDRE DU JOUR 3: STRATÉGIE DE L'ONUSIDA AU-DELÀ DE 2021	6
ORDRE DU JOUR 4: BUDGET UNIFIÉ, CADRE DE RÉSULTATS ET DE RESPONSABILISATION (UBRAF)	7
ORDRE DU JOUR 5: RAPPORT D'ÉTAPE SUR LA CRÉATION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RIPOSTES COMMUNAUTAIRES AU SIDA	8
ORDRE DU JOUR 6: RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN DU CORPS COMMUN D'INSPECTION ET DE L'ADMINISTRATION DU PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA (ONUSIDA)	9
ORDRE DU JOUR 7: MISE À JOUR SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION	10
ORDRE DU JOUR 8: MISE À JOUR SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	11
ORDRE DU JOUR 9: RAPPORTS DE SURVEILLANCE ORGANISATIONNELLE - RAPPORT D'AUDIT EXTERNE	12
ORDRE DU JOUR 10: DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA	13

INTRODUCTION

Alexander Pastoors, Délégué pour l'Europe

La 46^e Réunion du CCP s'est tenue virtuellement du 23 au 25 juin 2020. Parce que la pandémie de COVID-19 a rendu impossible une réunion en personne à Genève, la Réunion a utilisé la plate-forme Interprefy. La création d'un CCP virtuel s'est accomMAPnée d'une série de défis tant pour le Secrétariat de l'ONUSIDA que pour les membres du CCP, sans oublier les observateurs de la société civile et les États membres observateurs.



La plus grande implication de l'organisation d'une réunion virtuelle du CCP était la réduction du temps de réunion alloué à chaque jour de réunion, par rapport à une réunion en personne. Cela signifie que de nombreux points de l'ordre du jour ont été renvoyés à la réunion de décembre, y compris le rapport de la Délégation des ONG et le segment thématique sur le cancer du col de l'utérus et le VIH. Cela aussi n'a pas laissé pas beaucoup de négociation sur les points de décision qui ont dû être acceptés par point. Une autre conséquence du passage à une réunion virtuelle a été la tenue de réunions préparatoires qui ont émergé dans les semaines précédant le CCP, au cours desquelles les points de l'ordre du jour ont été présentés et les membres du Conseil ont pu poser des questions. La Délégation a également dû échelonner les réunions bilatérales avec les États membres du CCP, ainsi qu'avec les Coparrainés, la société civile et la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, entre autres. Pour la plupart des membres de la Délégation, cela a été très difficile, tant du point de vue de la charge de travail que du fait qu'ils ont dû participer très tôt ou très tard dans leurs fuseaux horaires respectifs à des appels pendant plusieurs jours d'affilée.

Rétrospectivement, compte tenu des nombreux défis, la réunion du CCP virtuel s'est bien déroulée. En particulier, parce que la Délégation des ONG a réussi son plaidoyer pour prolonger le calendrier d'élaboration de la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA, permettant une meilleure participation de la société civile tout au long du processus.

ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Jules Kim, Délégué pour l'Asie et le Pacifique



Winnie Byanyima a présenté son deuxième [Rapport de Directrice Exécutive](#) depuis qu'elle a assumé le rôle de DE de l'ONUSIDA en novembre 2019. Son rapport a mis en évidence les impacts de COVID-19 et la façon dont la pandémie a démontré l'importance d'investir dans les principes, les approches, l'infrastructure et l'expertise en matière de VIH qui vont bien au-delà de la riposte au SIDA. Winnie a parlé des inégalités qui ont été encore exposées par la pandémie de COVID-19.

Elle a parlé de la façon dont nous étions en retard par rapport aux objectifs avec trop de pays qui ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs 90-90-90. Il y a encore trop de décès liés au SIDA, les progrès en matière de prévention de nouvelles infections pédiatriques et d'accélération du traitement des enfants vivant avec le VIH sont au point mort et le grave écart en matière de prévention pour les populations clés et les adolescentes et les jeunes femmes ça continue. Winnie a mis en évidence comment “le VIH est une épidémie d'inégalités.”

Les [interventions](#) de la Délégation des ONG ont souligné l'impact de COVID-19 sur les personnes vivant avec le VIH et les populations clés, y compris les perturbations des services et l'accès aux ARV, l'augmentation des violations des droits humains, la marginalisation, la stigmatisation et la discrimination.

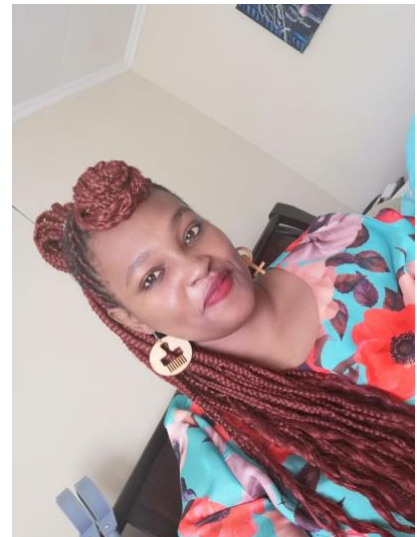
Winnie a abordé le travail inachevé dans le cadre de la stratégie de l'ONUSIDA qui oriente l'approche du prochain processus d'élaboration de la Stratégie de l'ONUSIDA. Elle a parlé des avantages de maintenir les piliers critiques qui ont produit des résultats dans la stratégie actuelle, jusqu'à la fin de 2025, mais aussi d'améliorer la stratégie actuelle pour prioriser les domaines critiques qui sont en retard et qui nécessitent une plus grande attention. Par exemple, protéger les droits de l'homme pour garantir que les ripostes au SIDA sont adaptées aux besoins des personnes les plus touchées. Vers la fin, Winnie a exhorté les États membres à adhérer au

Partenariat mondial pour l'action visant à mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH et à prendre des mesures immédiates, telles que la déclaration d'un moratoire sur l'application de lois nuisibles qui ont une incidence sur les personnes vivant avec le VIH, les personnes LGBTIQ, les travailleurs du sexe, les consommateurs de drogues.

ORDRE DU JOUR 1.3: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISATIONS COPARRAINANTES (CCO)

Lucy Wanjiku Njenga, Déléguée pour l'Afrique

Je n'aurais jamais imaginé qu'un CCP virtuel serait possible, mais grâce aux efforts de tous ceux qui y ont travaillé, c'est arrivé. Je vous félicite tous de l'avoir fait fonctionner malgré tous les défis auxquels nous avons été confrontés en raison des différences de temps et de la connectivité, en particulier pour les observateurs de la société civile. Le rapport du Président du Comité des Organisations Coparrainantes (CCO) a souligné l'importance de travailler ensemble, en particulier dans le contexte des pandémies jumelles de VIH/SIDA et de COVID-19. Le rapport a fait



écho aux défis de COVID-19, citant le rôle des inégalités sociales et son impact sur le VIH. Au cours de la discussion, il y a eu des questions sur la transparence du processus d'enveloppe par pays et sur la façon dont COVID-19 affecterait la riposte au VIH maintenant que la plupart des fonds seraient canalisés vers la réponse à la pandémie. Un exemple concret a été cité: la situation en Amérique latine et dans la région des Caraïbes en tant qu'épicentre émergent du COVID-19, qui a déjà un impact considérable sur la riposte actuelle au VIH.

Le CCO a également exprimé son soutien au processus d'élaboration de la stratégie de l'ONUSIDA. Une question cruciale a été soulevée: comment les stratégies de chaque Coparrainant s'harmoniseraient avec la nouvelle stratégie mondiale à venir. Dans la déclaration de clôture, le Président du CCO a fait référence aux travailleuses du sexe en tant que "femmes contraintes à la prostitution", ce que la Délégation des ONG a trouvé

préoccupant. Nous ferons un suivi afin de discuter et de clarifier davantage cette position car elle a des répercussions sur notre communauté. Tout en luttant contre deux épidémies, la présence de la société civile doit encore être sauvegardée et appréciée. Nous ne pouvons pas pousser certains d'entre nous qui sont suspendus par un fil sous le tapis.

ORDRE DU JOUR 3: STRATÉGIE DE L'ONUSIDA AU-DELÀ DE 2021

Jonathan Gunthorp, Délégué pour l'Afrique



Le processus de la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA pour 2021 et au-delà est maintenant bien engagé, la Délégation des ONG ayant joué un rôle de premier plan en remportant un processus plus long et plus accessible. Lors des réunions préparatoires et dans notre [déclaration](#) du CCP, nous avons clairement exprimé et nous croyons qu'il existe un soutien substantiel en faveur d'un engagement fort de l'ONUSIDA en faveur des droits de l'homme, de l'intégration avec les SDSR, de l'accent mis sur la santé des femmes et des adolescentes et de l'élimination de tous les obstacles structurels et politiques qui bloquent des réponses efficaces pour les personnes qui consomment des drogues, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les travailleurs du sexe et les personnes vivant avec le VIH. Lors de la réunion du CCP, la Directrice Exécutive Winnie Byanyima a présenté trois voies possibles pour aller de l'avant:

Option 1: Maintenir l'orientation et la structure de la stratégie actuelle, en prolongeant le calendrier jusqu'à la fin de 2025

Option 2: Maintenir les piliers critiques qui ont donné des résultats dans la stratégie actuelle, son ambition et les principes qui la sous-tendent jusqu'à la fin de 2025, mais aussi améliorer la stratégie actuelle pour prioriser les domaines critiques qui sont en retard et nécessitent une plus grande attention

Option 3: Élaborer une nouvelle stratégie globale de l'ONUSIDA à partir de zéro

Le processus d'ici mars 2021 comprend un examen de ce qui va bien et de ce qui ne va pas, qui aboutira à une consultation multipartite virtuelle en septembre. L'examen recommandera également des options pour le cadre stratégique au CCP. La réunion du CCP en décembre consacra du temps à réfléchir au cadre et à la substance de la stratégie, puis une session spéciale du CCP en mars 2021 adoptera la stratégie.

La Délégation des ONG vous invite, au sein des réseaux communautaires et de la société civile, à participer à ce processus. Assurez-vous que le programme et les voix de votre circonscription sont entendus dans l'examen et que les données qualitatives et quantitatives reflètent vos réalités.

Participez maintenant. Construisez un ONUSIDA qui fonctionne pour vous.
Communiquer avec nous pour plus d'informations.

ORDRE DU JOUR 4: BUDGET UNIFIÉ, CADRE DE RÉSULTATS ET DE RESPONSABILISATION (UBRAF)

Aditia Taslim Lim, Délégué pour l'Asie et le Pacifique

L'UBRAF présente les travaux du Programme Commun et ses résultats par rapport aux indicateurs définis conformément aux Domaines de Résultats Stratégiques actuels de l'ONUSIDA. Cependant, il se concentre souvent sur la présence ou l'absence de politiques, plutôt que sur sa mise en œuvre. Lors de la réunion du CCP, [l'intervention](#) de la Délégation des ONG a souligné l'urgence de saisir les vraies histoires sur le terrain. Nous avons également soulevé plusieurs points clés, les lois sur le consentement à l'âge restent des obstacles dans toutes les régions, malgré 88% des 33 pays à procédure accélérée (Fast Track) déclarant avoir des politiques favorables à la



santé sexuelle et procréative; les pays hors-piste sont encore laissés pour compte au milieu de la pandémie de COVID-19; et, concernant les preuves de résistance aux ARV.

Alors que l'ONUSIDA se lance dans l'élaboration de la nouvelle stratégie, une grande attention a été accordée à ce processus. En parallèle, la communauté doit également garder un œil sur "le nouveau" UBRAF, car il déterminera les indicateurs qui permettront de mesurer le travail de l'ONUSIDA et des Coparrainés aux niveaux régional et national dans les années à venir. Au cours des dernières années, la Délégation des ONG a été très critique en exprimant le sentiment de ce qui n'est pas mesuré et comment l'UBRAF ne parle pas de notre réalité. Nous devons être proactifs dans la recherche d'un engagement dans ce processus pour garantir que les aspects critiques sont mesurés et que nous pouvons tenir le programme commun et les pays de mise en œuvre responsables.

ORDRE DU JOUR 5: RAPPORT D'ÉTAPE SUR LA CRÉATION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RIPOSTES COMMUNAUTAIRES AU SIDA

Violeta Ross, déléguée pour l'Amérique latine et les Caraïbes



Ce point de l'ordre du jour a été présenté, mais sans aucune discussion pendant le CCP. Seulement des déclarations écrites ont été soumises pour inclusion et référence dans le rapport final du CCP. Au cours de la semaine de réunions préparatoires, il y a eu des discussions sur ce sujet et le consensus général est sur l'urgence de ce travail ; en particulier pendant la période de la pandémie COVID-19 où les communautés mènent la réponse plus que jamais.

Dans notre [intervention](#) écrite, nous avons donné l'exemple de REDTRASEX, un réseau régional de travailleuses du sexe en Amérique latine, qui, en trois mois de quarantaine, a mobilisé 10 000 paniers d'approvisionnement alimentaire pour les travailleuses du sexe dans 11 Pays. La Délégation des ONG a mis l'accent sur l'urgence de ce Groupe de Travail et sur les engagements déjà pris par le CCP à ce sujet.

Quelle est la suite de ce point de l'ordre du jour? Nous attendons du Secrétariat qui soient annoncés les 25 derniers membres du Groupe de Travail. La Délégation des ONG a présenté les noms de quatre personnes de différentes régions et communautés. Nous vous tiendrons au courant des progrès de ce Groupe de Travail, alors assurez-vous de suivre nos réseaux de médias sociaux.

ORDRE DU JOUR 6: RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN DU CORPS COMMUN D'INSPECTION ET DE L'ADMINISTRATION DU PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA (ONUSIDA)

Jumoke Patrick, Délégué pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le rapport du Corps Commun d'Inspection (CCI) à la 45^e réunion du CCP en décembre 2019 a donné une latitude et une supervision à un groupe de travail sélectionné pour poursuivre la tâche consistant à répondre aux recommandations du Corps Commun d'Inspection des Nations Unies. Le Groupe de Travail du CCI, qui comprend deux membres de la Délégation des ONG, a été chargé de mettre en œuvre et de poursuivre la tâche consistant à répondre aux recommandations du CCI, tant formelles qu'informelles. Depuis sa création en avril 2020, le Groupe



de Travail du CCI examine, consulte et évalue les recommandations et leur faisabilité sur la base de ce qui existe actuellement et de l'orientation stratégique de l'ONUSIDA pour aller de l'avant.

Avant la 46^e réunion du Conseil de Coordination du CCP, le Groupe de Travail du CCI a coordonné deux réunions qui ont examiné la révision du Modus Operandi du CCP afin de clarifier ses rôles et responsabilités, les mécanismes de contrôle et de responsabilisation de l'ONUSIDA et du Secrétariat, la validité des principes directeurs pour les organisations coparrainantes et le soutien à un dialogue ouvert avec le Secrétaire Général des Nations Unies sur la limite du mandat du Directeur Exécutif et les attentes explicites en matière de

performance pour le poste. Le processus du Groupe de Travail du CCI a été rendu compte à la 46^e réunion du CCP, au cours de laquelle le CCP a reconnu le processus et les progrès du Groupe de Travail. Toutefois, étant donné que le Groupe de Travail du CCI était toujours impliqué dans le processus visant à finaliser les recommandations au CCP, il a été décidé que les observations écrites des membres du CCP étaient plus pratiques au lieu d'un débat à la réunion du CCP. La Délégation des ONG a présenté sa [déclaration](#) avant le CCP.

ORDRE DU JOUR 7: MISE À JOUR SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA DIRECTION

Alexander Pastoors, Délégué pour l'Europe



Le Plan d'Action de Gestion (MAP) a été conçu en décembre 2018, après le rapport du Groupe d'Experts Indépendants sur le harcèlement, le harcèlement sexuel et les abus de pouvoir au sein de l'organisation. Le MAP a plusieurs objectifs et cibles afin d'éliminer toutes les formes de harcèlement et d'abus de pouvoir et de donner au personnel de l'ONUSIDA plus de protection et de meilleurs outils de réparation. La mise à jour de la 46^e Réunion du CCP a donné au CCP un aperçu du nombre d'objectifs atteints ou en voie d'être atteints. De l'avis général du CCP, il y a eu beaucoup de progrès dans la mise en œuvre des divers programmes et actions du MAP. C'est en soi un bon signe car plusieurs pays donateurs de l'ONUSIDA ont déclaré qu'une bonne mise en œuvre du MAP était nécessaire pour maintenir leur soutien financier.

Le CCP a été aligné dans sa demande de déployer davantage d'efforts dans les domaines qui ne sont pas encore sur la bonne voie, comme le système de recours par l'intermédiaire de l'OMS. En outre, certains membres du CCP, y compris la Délégation des ONG, ont fait une [déclaration](#) demandant au Secrétariat d'accélérer le processus de sélection de la personne définitive pour le poste de directeur du bureau indépendant de la déontologie, qui est maintenant temporairement pourvu.

ORDRE DU JOUR 8: MISE À JOUR SUR LES QUESTIONS STRATÉGIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Dr. Karen Badalyan, Déléguée pour l'Europe

Une mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines (GRH) a été présentée à la 46^e réunion du CCP, indiquant les efforts du Secrétariat pour aller de l'avant avec son programme ambitieux dans les quatre piliers de la stratégie de GRH 2016– 2021: 1) investir dans les personnes, 2) renforcer la culture du rendement, 3) inspirer le leadership collectif et 4) assurer un milieu de travail habilitant. Le rapport a également souligné les efforts continus du département de la GRH pour maintenir la dignité, la responsabilité et le bien-être sur le lieu de travail de l'ONUSIDA, et a clairement indiqué que l'ONUSIDA fournit un environnement dans lequel les membres du personnel se sentent en sécurité et heureux de travailler, et sont soutenus et habilités à faire de leur mieux.



Tout en reconnaissant les efforts existants, la Délégation des ONG a également attiré l'attention des membres du CCP sur les questions d'égalité des sexes au sein de la Gestion des Ressources Humaines. Notre [intervention](#) a soulevé des préoccupations spécifiques au sujet du sexe biologique des membres du personnel étant automatiquement pris comme un indicateur pour identifier l'auto-identification de genre des personnes, ainsi que l'approche binaire de la désagrégation de genre. Nous avons demandé au Secrétariat d'inclure la diversité des genres dans tous ses futurs rapports sur la gestion des ressources humaines, soulignant l'importance de reconnaître la merveilleuse diversité dans nos communautés et nos circonscriptions dans la riposte mondiale au VIH/SIDA.

ORDRE DU JOUR 9: RAPPORTS DE SURVEILLANCE

ORGANISATIONNELLE - RAPPORT D'AUDIT EXTERNE

Andrew Spieldenner, Délégué pour l'Amérique du Nord



L'audit externe a été présenté à la 46^e réunion du CCP.

L'aperçu a indiqué que l'ONUSIDA disposait de contrôles budgétaires suffisants et qu'il n'y avait pas de constatations de mauvaise gestion budgétaire. L'audit externe a également mis en évidence certains domaines clés encore sous-développés, notamment le développement des ressources humaines et les systèmes d'établissement de rapports de l'UBRAF. Notre [intervention](#) a porté sur les lacunes de l'UBRAF en matière d'auto-déclaration, où nous

sommes demandé si les gouvernements signaleraient leurs propres lacunes dans la protection des populations clés et d'autres groupes marginalisés.

D'autres membres du CCP se sont concentrés sur différentes parties de l'audit. Certains se sont dits préoccupés par l'absence de progrès sur le plan du moral et du perfectionnement du personnel et ont fait des suggestions. D'autres ont souligné les antécédents de harcèlement et d'abus au sein de l'organisation. Enfin, certains membres du CCP ont présenté les moyens par lesquels le COVID-19 pourrait avoir un impact sur les opérations de l'ONUSIDA. Le message clair était que le CCP voulait avoir plus de confiance dans la façon dont l'ONUSIDA est géré en tant qu'organisation, en particulier sous la direction de la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima. Pendant la réunion, la réponse a été de mettre en évidence l'augmentation des ressources de l'Allemagne cette année, ainsi que d'encourager les autres États membres à se réunir et augmenter leurs contributions.

ORDRE DU JOUR 10: DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA

Wangari Tharao, Délégué pour l'Amérique Du Nord

L'enquête menée en 2020 auprès du personnel qui a servi de base à la déclaration de l'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA) a mis en lumière certains des problèmes persistants suivants : a) manque continu d'équité et de transparence, en particulier dans les domaines du recrutement, de la promotion et de la mobilité professionnelle, un facteur qui peut permettre le favoritisme; b) la discrimination (trois cas déclarés en fonction de la séropositivité), l'incivilité (déclarée par 43% du personnel), le harcèlement sexuel (trois cas signalés comparativement à huit en 2019) et l'intimidation et l'abus de pouvoir; c) la majorité du personnel (73%). Ils estimaient que leur charge de travail avait augmenté au cours des 12 mois précédents, comparativement à 50% en 2019, les postes vacants demeurant vacants pendant de longues périodes.



Dans son [intervention](#), la Délégation des ONG a reconnu que, bien que des progrès aient été réalisés dans la mise en œuvre du MAP, nous étions préoccupés par la lenteur des progrès dans le changement de la culture de l'organisation. Notre déclaration a mis en évidence les impacts négatifs probables sur les efforts visant à créer un environnement de confiance, sain, équitable et habilitant pour le personnel si les questions ci-dessus continuent de persister. Ces mêmes questions et préoccupations ont également été soulevées par divers États membres et l'ONUSIDA a été vivement encouragé à accélérer le processus de mise en œuvre du MAP.

Notre déclaration a également attiré l'attention sur la nécessité urgente de désagréger les données d'enquête sur lesquelles repose la déclaration de l'USSA, afin de mieux comprendre comment la race et le sexe peuvent influencer sur les réponses du personnel aux questions soulevées. L'ONUSIDA disposera ainsi des informations nécessaires pour élaborer un programme de renforcement des capacités mieux adapté à son personnel. Nous estimons

que cela est très important pour assurer l'alignement avec le (s) mouvement (s) mondial (-iaux) actuel (s) pour réduire le racisme, en particulier le racisme anti-noir au sein des institutions et des systèmes.